

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations



Organisation des  
Nations Unies pour  
l'alimentation et  
l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Agricultura y la  
Alimentación

Tunis, 18/02/2022

**DEMANDE DE PROPOSITIONS N° 01/2022**  
**REFERENCE : 2022/SNEXD/FNTUN/115728**

**DATE DE CLÔTURE: 11 mars 2022 – à 17H (Heure de Tunis)**

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (ci-après dénommée FAO) ou « l'Organisation » est une organisation intergouvernementale qui compte plus de 194 pays membres. Depuis sa création, la FAO lutte contre la pauvreté et la faim en œuvrant pour le développement agricole, l'amélioration de la nutrition et la sécurité alimentaire, laquelle existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, accès à la nourriture dont ils ont besoin pour mener une vie saine et active.

Pour atteindre ses objectifs, la FAO travaille avec des milliers de partenaires dans le monde : groupes d'agriculteurs, négociants, organisations non gouvernementales, autres organismes des Nations Unies, banques de développement ou encore entreprises agroalimentaires. (Vous trouverez davantage d'informations sur la FAO sur le site Web <http://www.fao.org>).

Pour la préparation de votre proposition et la soumission de vos meilleures conditions commerciales, veuillez tenir compte du statut international de la FAO et de la nature de son mandat. L'Organisation jouit de certains privilèges et immunités, notamment l'exemption de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), des droits de douane et des restrictions à l'importation.

**Contexte**

Le présent poste s'inscrit dans le cadre du Projet « Appui au contrôle officiel des produits animaux et végétaux en Tunisie (ASCO-Tunisie) », mis en œuvre par la représentation de la FAO en Tunisie, et financé par l'Union Européenne. Ce projet appuie les Services Vétérinaires (SV) aux thématiques suivantes ;

- L'environnement institutionnel et les capacités opérationnelles à travers une mise à jour de la réglementation nationale vétérinaire et la mise en place d'un système d'information national.
- Les Unités de Production Primaires (UPP), à travers l'identification et l'assistance technique et l'accompagnement aux UPP des Services Vétérinaires pour s'enregistrer au système national de traçabilité.
- Le renforcement des capacités techniques et matérielles des laboratoires officiels prestataires de services aux Services Vétérinaires en vue de leur accréditation ISO 17025 pour les analyses essentielles.
- Le réseau national des Postes de Contrôle Frontaliers, des stations de quarantaine et des postes d'inspection, en dotant ce réseau du matériel nécessaire aux contrôles et au fonctionnement d'un guichet unique.

Ce projet prévoit un appui pour le renforcement des capacités techniques des laboratoires et leur accompagnement en vue de l'accréditation pour les analyses essentielles, identifiées selon la norme ISO 17025. Cette action, objet de cet appel d'offre, s'inscrit particulièrement sous la composante vétérinaire du projet, spécifiquement le produit 3 « Les capacités techniques et matérielles des laboratoires officiels sont renforcées en vue de leur accréditation ISO/IEC 17025 : 2017, pour les analyses essentielles ».

Il est à noter qu'un « diagnostic et un état des lieux des laboratoires prestataires de services des Services Vétérinaires » a été déjà réalisé.

Dans ce cadre, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lance un appel d'offres pour le recrutement d'un bureau d'étude pour la mise à niveau et l'accompagnement à l'accréditation, selon la norme ISO/CEI 17025 version 2017, de certaines analyses essentielles identifiées dans quatre laboratoires de différentes institutions nationales (IRVT, INSTM, INRAP et LCAE), à savoir :

1. L'Institut National de Recherche et d'Analyse Physico-Chimique (INRAP) dispose de plateformes analytiques au standard international. Il dispose de cinq laboratoires dont le laboratoire de LC/MS (chromatographie en phase liquide couplée à la spectrométrie de masse) pour le dosage des antibiotiques.

L'INRAP est accrédité TUNAC pour :

- Les analyses de pesticides (12 produits) dans des matrices d'origines végétales et dans le miel par GC-ECD et confirmation par GC-MS.

- Les analyses de chloramphénicol dans les muscles d'origines animales par LC-MS, selon une méthode interne validée par rapport à celle de référence ANSES LMV/06/01, version 03.

Le SMQ et le manuel qualité couvre les activités de tous les laboratoires.

2. L'Institut National des Sciences et Technologies de la Mer (INSTM) dispose de 5 laboratoires nationaux répartis dans différents centres côtiers. Le système qualité mis en place au laboratoire B3AQUA, ne concerne pas les autres centres ; mais, il a est possible de l'étendre à tous les laboratoires de l'INSTM. Le laboratoire objet de cette mission est le laboratoire Milieu Marin (Numération et identification des phytoplanctons toxiques), installé à Sfax.

3. L'Institut de la Recherche Vétérinaire de Tunisie (IRVT) dispose du laboratoire des Denrées Alimentaires (LDA) qui est accrédité par le TUNAC pour deux analyses et son système qualité peut être étendu aux autres laboratoires de l'Institut. Le laboratoire objet de cette mission est le laboratoire de virologie.

4. Le laboratoire Central d'Analyses et d'Essais (LCAE) dispose d'un Département des produits alimentaires et industriels (DPAI), composé de 17 laboratoires répartis sur 3 divisions dont le laboratoire objet de cette mission qui est le laboratoire DCA (Contaminants de l'environnement). Dans le LCAE, 34 analyses sont accréditées. Le SMQ et le manuel qualité couvre les activités de tous les laboratoires.

Les analyses à accréditer par laboratoire (Portée d'accréditation) sont les suivantes :

Institution	Laboratoire	domaine	Analyses identifiées	Matrice	Méthode
LCAE	DCA		POC et PCB	Produits de la Pêche et MBV	Méthode GC-MS-MS
INRAP	LC-MS	Substances interdites	Recherche d'antibiotiques méthode multi résiduelle	Miel/viande de volaille/poissons d'élevage	Méthode Anses LMV/16/02/v2 Méthode LC/MS-MS à développer et à valider
		Antiparasitaire	Anticoccidiens	Viande de volaille	Méthode LC/MS-MS à développer et à valider
		Substances interdites	Nitrofuranes ou Nitromidazole	Miel/viande de volaille/poissons d'élevage	Méthode LC/MS-MS à développer et à valider

IRVT	Virologie	Sérologie des maladies équine réglementées	Peste équine	Sérum	OIE/ELISA
		Diagnostic de l'influenza aviaire	Influenza A	Écouvillons/ Organes	OIE / RT-PCR
INSTM	Milieu Marin	Phytoplancton s toxiques	Numération et identification des phytoplanctons toxiques	Produits de la pêche /MBV	IFREMER NF EN 15204 (AFNOR)

#### **Objectif Général :**

L'objectif de la présente mission est le renforcement des capacités techniques du personnel des laboratoires d'analyses en matière de management qualité, selon la norme ISO 17025, et leur accompagnement en vue de l'accréditation des analyses essentielles.

Pour la réalisation de la mission, un bureau de consulting national dans le domaine de la qualité sera recruté pour une durée de 255 jours de travail afin d'accomplir les étapes mentionnées, de façon indicative, dans les activités à réaliser.

Il s'agira de mobiliser l'expertise nécessaire (au minimum 4 experts, 1 expert spécialiste en management qualité : chef de file, et 3 experts techniques).

La mission se déroulera sur une période de 15 mois. La note méthodologique sur le processus d'exécution ainsi que les plans détaillés de mise en œuvre et de formation seront les principales bases de référence pour entamer la mission.

#### **Objectifs spécifiques :**

- Elaborer une méthodologie de travail et un plan d'action de mise en œuvre pour chaque laboratoire en synergie avec le diagnostic déjà établi et le système management qualité existant ;
- Elaborer un plan de formation et de développement de compétences pour le personnel tout en identifiant un programme et une note méthodologique détaillés conformément à leurs besoins, permettant le renforcement de leurs capacités ;
- Préparer et accompagner les laboratoires pour l'accréditation des 8 analyses choisies pour le diagnostic ;
- Organiser et réaliser des audits internes et à blanc ;
- Accompagner les laboratoires pour la réalisation d'essais inter laboratoires pour les analyses à accréditer ;
- Assister à la préparation du dossier d'accréditation ;
- Assurer le suivi jusqu'à l'obtention de l'accréditation des 8 analyses.

#### **Résultats attendus de la mission :**

- Personnel sensibilisé et formé à la démarche qualité et plus particulièrement aux exigences de la Norme ISO 17025 :2017 (exigences relatives au management qualité et techniques d'analyses) ;
- Un système de management conforme à la norme ISO 17025 : 2017 est mis en place ;
- Les laboratoires sont accompagnés en vue de l'accréditation des 8 analyses identifiées ;
- L'audit interne et l'audit à blanc sont réalisés ;
- Les essais inter laboratoires sont réalisés ;
- Les dossiers d'accréditation TUNAC sont préparés et soumis ;
- Le suivi est assuré jusqu'à l'obtention de l'accréditation des 8 analyses.

## 1. Procédures

- 1.1. Vous êtes invités à présenter une offre pour la fourniture des [produits/travaux/services spécifiques] susmentionnés. La description des [produits/travaux/services spécifiques] demandés figure en annexe A.
- 1.2. En tant que soumissionnaire, vous êtes réputés avoir tenu compte de tous les aspects pertinents pour l'exécution du contrat proposé et avoir obtenu toutes les informations et données nécessaires concernant les risques, les imprévus et les autres circonstances susceptibles d'avoir un effet sur votre offre.
- 1.3. Il est entendu que tous les documents, calculs et autres éléments constitutifs de votre offre deviendront la propriété de la FAO, qui ne sera pas tenue de les restituer à votre entreprise.
- 1.4. La FAO peut décider de procéder à une adjudication partielle ou de ne pas procéder à l'adjudication si elle considère que les résultats du présent appel d'offres et/ou toute autre circonstance y afférente le justifient.
- 1.5. La FAO n'est en aucune façon tenue d'acheter des quantités minimums de biens ou de services de l'entrepreneur et se réserve, sans restriction, aucune le droit de s'adresser à qui bon lui semble et à tout moment pour la fourniture de biens ou de services analogues à ceux décrits dans l'annexe A. *[Clause s'appliquant seulement aux LTAs]*.
- 1.6. Tous les frais inhérents à la préparation de votre offre sont à votre charge et la FAO ne peut être tenue de vous les rembourser, en tout ou partie.
- 1.7. La FAO se réserve le droit de publier les détails des adjudications, et notamment le nom et le pays du fournisseur, la valeur totale du contrat et une brève description des services. Les soumissionnaires non sélectionnés seront informés dans tous les cas.
- 1.8. Le consortium d'entreprises sera accepté à condition que les entreprises indiquent quelle entreprise sera l'entrepreneur principal et sera responsable de la signature du contrat pertinent. Les soumissionnaires adhérant au consortium devront notifier à la FAO leur acceptation de participer au consortium;
- 1.9. Vous devez être enregistrés en tant que fournisseur sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies, [www.ungm.org](http://www.ungm.org), avant d'obtenir un contrat avec la FAO. Veuillez enregistrer votre entreprise sur le Portail. Si vous avez des difficultés à vous inscrire, veuillez contacter l'équipe UNGM en utilisant le bouton Aide sur le site web [www.ungm.org](http://www.ungm.org).
- 1.10. L'Organisation a adopté une approche de « tolérance zéro » s'agissant de la fraude ; les entreprises doivent s'abstenir de tout acte de corruption, de fraude, de collusion et de coercition, et de toute pratique contraire à l'éthique ou dilatoire lorsqu'elles participent aux activités d'achat. Conformément aux procédures de la FAO relatives aux sanctions ([http://intranet.fao.org/fileadmin/templates/faomanual/CSA/502\\_Procurement/FAO\\_Vendor\\_Sanctions\\_Policy\\_FR.pdf](http://intranet.fao.org/fileadmin/templates/faomanual/CSA/502_Procurement/FAO_Vendor_Sanctions_Policy_FR.pdf)), si elle détermine qu'une entreprise s'est livrée à de telles pratiques, l'Organisation infligera des sanctions et pourra partager des informations sur les entreprises sanctionnées avec d'autres organisations intergouvernementales ou organismes des Nations Unies.

- 1.11. L'entreprise, les entreprises qui lui sont affiliées, ses agents et ses sous-traitants ne doivent pas être suspendus, exclus ou qualifiés autrement comme non admissibles par une organisation intergouvernementale ou un organisme des Nations Unies, y compris une organisation faisant partie du groupe de la Banque mondiale ou une banque multilatérale de développement, ou par une institution ou un organe d'une organisation d'intégration économique (l'Union européenne, par exemple). Dès lors, si, à un moment quelconque durant l'exécution du contrat ou au cours des trois années ayant précédé la conclusion du contrat, votre entreprise, l'une des entreprises qui lui sont affiliées, l'un de ses agents ou l'un de ses sous-traitants fait ou a fait l'objet d'une sanction ou d'une suspension temporaire imposée par une organisation telle que susmentionnée ou par une autorité nationale, vous êtes tenu d'en informer l'Organisation. Vous reconnaissez que la violation de la présente clause donne le droit à la FAO de résilier le contrat conclu avec votre entreprise, sans qu'elle soit redevable d'aucune pénalité au titre de la résiliation et sans que sa responsabilité soit engagée d'aucune autre manière, et que de fausses déclarations sur votre situation constituent une fraude.
- 1.12. Le soumissionnaire doit certifier que son entreprise n'est pas associée, directement ou indirectement, à des entités ou personnes i) qui sont impliquées dans des actions terroristes et qui figurent à ce titre sur la liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité créé par les résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011); ou ii) qui font l'objet de sanctions ou d'autres mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies. L'adjudicataire s'engage par ailleurs à s'assurer par tous les moyens raisonnables que les fonds qui seront reçus de la FAO au titre du contrat qui sera attribué ne seront pas utilisés pour apporter un soutien à des personnes ou à des entités qui sont impliquées dans des actions terroristes ou qui font l'objet de sanctions du Conseil de sécurité. La présente clause doit figurer dans tous les contrats et autres accords qui seront conclus avec des sous-traitants au titre du contrat qui sera attribué. Le soumissionnaire reconnaît et convient que la présente clause constitue une clause essentielle du contrat qui sera attribué et que tout manquement à ces obligations et garanties autorise la FAO à résilier immédiatement le contrat dès notification adressée par celle-ci, sans que la FAO soit redevable d'aucune pénalité au titre de la résiliation et sans que sa responsabilité soit engagée d'aucune autre manière.
- 1.13. Le soumissionnaire doit certifier que son entreprise et/ou ses sous-traitants ne sont pas associés, directement ou indirectement, au consultant ou à toute autre entité qui a élaboré le cahier des charges ou les autres documents d'invitation à soumissionner du présent appel d'offres.
- 1.14. Le soumissionnaire qui recourt aux services d'un consultant indépendant pour l'aider dans la préparation de son offre voudra bien noter qu'il risque de se livrer à des pratiques inacceptables si ledit consultant aide un autre soumissionnaire à préparer une offre pour le même appel d'offres. Il est rappelé au soumissionnaire qu'il assume l'entière responsabilité de la conduite du consultant auquel il pourrait recourir pour la préparation d'offres pour des appels d'offres de la FAO et qu'il doit prendre toutes les mesures voulues pour s'assurer que tout consultant indépendant engagé à cette fin n'a pas participé, et ne participera pas, à la préparation d'une offre pour un autre soumissionnaire pour le même appel d'offres.

Il est demandé au soumissionnaire d'indiquer si, à sa connaissance, son entreprise a des liens personnels ou professionnels quelconques avec la FAO. Les informations communiquées à cet égard comprennent tous les détails pertinents, et notamment, sans que cette liste soit limitative:

- **TOUTE** relation d'emploi, actuelle ou passée, entre des représentants ou employés de l'entreprise du soumissionnaire et la FAO;

- **TOUTE** relation personnelle, actuelle ou passée, entre des représentants ou employés de l'entreprise du soumissionnaire et des membres du personnel de la FAO (personnes qui seraient parents, conjoints, etc.).

1.15. Justice et transparence sont des principes fondamentaux des activités d'achat de la FAO. L'entreprise qui estime que le processus d'achat n'a pas été juste et transparent peut demander des explications au bureau qui a diffusé l'appel d'offres. En l'absence de réponse satisfaisante, l'entreprise peut introduire une réclamation en suivant la procédure de contestation des adjudications expliquée à l'adresse <http://www.fao.org/unfao/procurement/codedeconduitethique/protests/en/>. Pour faire état de soupçons de fraude ou d'inconduite dans le processus d'achat, le soumissionnaire peut transmettre des informations, aussi de façon anonyme, au Bureau de l'Inspecteur général: <http://www.fao.org/aud/69204/fr/>.

## **2. Évaluation**

Les propositions reçues seront évaluées au regard des clauses impératives présentées au paragraphe 2.1 ci-dessous et des critères d'évaluation qualitative présentés au paragraphe 2.2 ci-dessous. On aura recours à une formule acceptable/inacceptable pour les clauses impératives, et on accordera une note aux critères d'évaluation qualitative. Les critères qualitatifs compteront pour [60] % dans l'évaluation finale et le prix comptera pour [40] %.

La FAO se réserve le droit de disqualifier des entreprises dont les prestations antérieures ont été mauvaises : biens ou services de mauvaise qualité, retard de livraison ou prestations n'ayant pas donné satisfaction, par exemple. La FAO se réserve aussi le droit de mener des discussions ou négociations supplémentaires avec le soumissionnaire avant de délivrer une lettre d'acceptation.

### **2.1 Clauses impératives**

Le soumissionnaire est tenu de **respecter les clauses impératives** ci-après. **Le soumissionnaire qui ne fournit pas les informations/documents demandés sera éliminé du processus d'évaluation des propositions.**

#### **2.1.1 Offre technique**

- Liste des références durant les cinq dernières années** : chaque soumissionnaire doit présenter une liste de références mettant en relief son expérience dans l'accompagnement des laboratoires à l'échelle nationale et internationale en vue de l'accréditation des analyses essentielles vétérinaires et le renforcement des capacités techniques du personnel selon la norme ISO/CEI 17025 : 2017, conformément à l'**annexe E** et les exigences dans la partie 2.2 « Critères d'évaluation ». Le soumissionnaire doit fournir dans son offre les justificatifs nécessaires (attestations de bonne fin ou tout autre document justifiant la réalisation et l'achèvement des prestations) ;
- Une note méthodologique** : traduisant la méthodologie de travail préconisée par le prestataire pour la mise en œuvre des actions requises ;
- Un plan d'action global avec un calendrier d'exécution** qui couvrira l'ensemble des aspects permettant d'atteindre à terme l'objectif de l'accréditation des analyses essentielles, identifiées pour les quatre laboratoires, en respectant les délais fixés dans l'**article 15** ;
- Un plan de formation et de développement des compétences** pour les quatre laboratoires,
- Plan de suivi et de mise en œuvre**, avec des indicateurs permettant de suivre le progrès et l'avancement de la mission et démontrant les résultats attendus ;

- f) La liste nominative du personnel clé qui sera mis sur le projet ainsi que la qualification et l'expérience de chacun d'eux, conformément à l'annexe F et les exigences dans la partie 2.2 « Critères d'évaluation » et les pièces justificatives, signées et tamponnées par le soumissionnaire (diplômes, CV, attestations d'expérience, etc.).

#### 2.1.2 Offre financière

- a) Formulaire de la proposition financière

### 2.2. Critères d'évaluation

L'évaluation des offres sera faite par une commission de dépouillement, selon les étapes suivantes :

- Vérification des pièces administratives
- Evaluation des offres techniques et vérification de la conformité de ces dernières aux exigences minimales indiquées dans le tableau suivant :
- Vérifications des offres financières

Désignation	Minimum Exigé
Références du soumissionnaire	<p>Chaque soumissionnaire (bureau d'étude) doit avoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Au moins 5 ans d'expérience dans l'accompagnement à l'accréditation, la conduite d'audit et la mise à niveau des laboratoires d'analyses selon la norme ISO 17025 ;</li> <li>• Au moins 03 missions en matière d'accompagnement des laboratoires en vue de leur accréditation pour des analyses selon les exigences de la norme ISO 17025 ;</li> <li>• Expérience dans l'accomplissement de l'accréditation d'au moins 02 analyses selon la norme ISO 17025 dans deux laboratoires différents ;</li> <li>• Au moins une expérience nationale ou internationale dans l'accompagnement à l'accréditation de laboratoire vétérinaire ;</li> </ul> <p>Le soumissionnaire doit fournir dans son offre les justificatifs nécessaires (tout document justifiant la réalisation et l'achèvement des missions).</p> <p>La qualification de l'équipe :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Un consultant qualité, chef de file et expert spécialiste en management de la qualité, ayant une expérience en matière d'accompagnement des laboratoires en vue de leur accréditation selon la norme ISO 17025, la conduite d'audit et la mise à niveau des laboratoires selon la norme ISO 17025 ; ayant une expérience en tant qu'évaluateur TUNAC ;</li> <li>2. Un consultant technique, expert en chimie ayant une bonne expérience dans le domaine d'analyses chimiques et dans l'accompagnement à l'accréditation des analyses selon la norme ISO 17025 ;</li> <li>3. Un consultant technique, expert en virologie ayant une bonne expérience dans le domaine d'analyses virologique, et sérologique et moléculaire et dans l'accompagnement à l'accréditation des analyses selon la norme ISO 17025 ;</li> <li>4. Un consultant technique, expert en milieu aquatique/ biologie, ayant une expérience dans le domaine d'analyses des phytoplanctons toxiques et de techniques microscopiques ainsi que dans l'accompagnement à l'accréditation des analyses selon la norme ISO 17025 ;</li> </ol>

La commission procédera d'abord à la vérification de la conformité de l'offre technique aux exigences minimales, si l'offre en question n'est pas conforme, elle sera automatiquement éliminée

S'il s'avère qu'elle remplit les exigences minimales requises, l'offre sera évaluée conformément aux critères d'évaluation détaillés ci-après :

Catégorie de critères	Note maximale
<b>Exigences minimales</b>	
Nombre d'années d'expertise du bureau dans l'accompagnement des laboratoires en vue de leur accréditation, la conduite d'audit et la mise à niveau des laboratoires selon la norme ISO 17025 17025 > 5 ans.	Oui /Non
<b>Critère d'expérience et de connaissance</b>	
Au moins 03 missions en matière d'accompagnement à l'accréditation et la conduite d'audit de laboratoire d'analyses selon la norme ISO 17025 : 2 points par référence (max 10 points).	10
Expérience dans l'accomplissement de l'accréditation d'au moins 02 analyses selon la norme ISO 17025, dans deux laboratoires différents : 2 points par référence (max 10 points).	10
Au moins une expérience nationale ou internationale dans l'accompagnement à l'accréditation de laboratoire vétérinaire : 2 points par référence (max 10 points).	10
<b>TOTAL</b>	<b>30</b>
<b>Evaluation technique</b>	
<p>Une proposition méthodologique contenant la compréhension des termes de référence, les outils et méthodes ainsi que l'approche à adopter :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les aspects importants des tâches à accomplir ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée par rapport aux termes de références ? (Max 10) ;</li> <li>2. La méthodologie et le plan d'action proposés sont-ils bien définis, logiques, réalistes et correspondent-ils aux termes de référence de la mission ? (Max 10) ;</li> <li>3. Le planning et le chronogramme par laboratoire et par expert ont-ils été fournis et permettent-ils une réalisation de la mission dans les délais et avec la qualité requise ? (Max 10).</li> </ol>	30
<b>Exigence des experts proposés</b>	
<p>Références du consultant technique, expert en chimie ; Diplôme d'ingénieur/ chimie, physique ayant master ou doctorant ou équivalent dans un domaine pertinent à la présente mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Maîtrises (5 points) ;</li> <li>○ Master/Diplôme d'ingénieur (7 points) ;</li> <li>○ PhD/Doctorat (10 points) ;</li> </ul> <p>❖ Au moins 7 ans d'expérience dans le domaine d'analyses chimiques, dans l'accompagnement technique des laboratoires et la mise en place d'analyses chimiques : (2 points par référence : max 10 points) ;</p> <p>❖ Expérience dans le domaine des essais chimiques : au moins 02 missions d'évaluation technique TUNAC et/ou de mise en place du SMQ : (2 points par référence : max 10 points) ;</p>	Max 40

<ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Expérience en tant qu'évaluateur ou expert technique TUNAC : 1 points par référence : max 5 points) ;</li> <li>❖ Bonnes capacités de rédaction, d'animation et de formation : (1 points par référence : max 5 points) ;</li> <li>❖ Avoir une capacité organisationnelle et des aptitudes à travailler en équipe.</li> </ul>	
<p>Références du consultant technique, expert en virologie Diplôme de biologiste, virologiste, médecine vétérinaire ayant un master ou un doctorat ou équivalent dans un domaine pertinent à la présente mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Maîtrises (5 points) ;</li> <li>○ Master/Diplôme d'ingénieur (7 points) ;</li> <li>○ PhD/Doctorat (10 points) ;</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Au moins 7 ans d'expérience dans le domaine d'analyses virologiques, dans l'accompagnement technique des laboratoires et la mise en place d'analyses virologiques : (2 points par référence : max 10 points) ;</li> <li>❖ Expérience dans le domaine des essais virologiques : au moins 01 mission d'évaluation technique TUNAC et/ou de mise en place du SMQ : (2 points par référence : max 10 points) ;</li> <li>❖ Expérience en tant qu'évaluateur ou expert technique TUNAC : (1 points par référence : max 5 points) ;</li> <li>❖ Expérience dans un laboratoire de référence de l'OIE/FAO sera un atout (1 points par référence : max 2 points)</li> <li>❖ Bonnes capacités de rédaction, d'animation, et de formation : (1 points par référence : max 5 points) ;</li> <li>❖ Avoir une capacité organisationnelle et des aptitudes à travailler en équipe.</li> </ul>	<p>Max 42</p>
<p>Références du consultant technique, expert en milieux aquatiques/ biologie (spécialisé en phytoplanctons toxique) ; Diplôme d'ingénieur, biologiste, médecine vétérinaire ayant un master ou doctorat ou équivalent dans un domaine pertinent à la présente mission</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Maîtrises (5 points) ;</li> <li>○ Master/Diplôme d'ingénieur (7 points) ;</li> <li>○ PhD/Doctorat (10 points) ;</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Au moins 7 ans d'expérience dans le domaine d'analyses biologiques et des phytoplanctons et dans l'accompagnement technique de laboratoires et de mise en place d'analyses microbiologiques : (2 points par référence : max 10 points) ;</li> <li>❖ Expérience dans l'identification et le dénombrement des phytoplanctons marins toxiques, selon la norme NF EN 15204 sera un atout (1 points par référence : max 3 points)</li> <li>❖ Expérience dans le domaine des essais biologiques en milieu aquatique: au moins 01 mission d'évaluation technique TUNAC et/ou de mise en place du SMQ : (2 points par référence : max 10 points) ;</li> <li>❖ Expérience en tant qu'évaluateur ou expert technique TUNAC (1 points par référence : max 5 points) ;</li> <li>❖ Bonnes capacités de rédaction, d'animation et de formation : (1 points par référence : max 5 points) ;</li> <li>❖ Avoir une capacité organisationnelle et des aptitudes à travailler en équipe.</li> </ul>	<p>Max 43</p>

<b>Références du consultant qualité, chef de fil et expert spécialiste en management de la qualité :</b> <b>Diplôme dans les domaines de médecine vétérinaire, de biologie, d'assurance qualité ayant un master ou doctorat ou équivalent dans un domaine pertinent à la présente mission :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Maitrisés (5 points) ;</li> <li>○ Master/Diplôme d'ingénieur (7 points) ;</li> <li>○ PhD/Doctorat (10 points) ;</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>❖ Au moins 7 ans d'expérience dans l'accompagnement en vue de l'accréditation des laboratoires, la conduite d'audit et la mise à niveau des laboratoires selon la norme ISO 17025 : (2 points par référence : max 10 points) ;</li> <li>❖ Expérience dans la mise en place et l'évaluation du système management qualité, selon ISO 17025 ; (2 points par référence : max 5 points) ;</li> <li>❖ Expérience en tant que chef de fil / chef de mission de projets nationaux et internationaux de mise en place de SMQ ; (2 points par référence : max 5 points) ;</li> <li>❖ Être agréé par un organisme d'accréditation en tant que responsable évaluateur ISO 17025 (1 points par référence : max 5 points) ;</li> <li>❖ Au moins une expérience nationale ou internationale dans l'accompagnement à l'accréditation de laboratoire vétérinaire (1 points par référence : max 5 points) ;</li> <li>❖ Avoir une capacité organisationnelle et des aptitudes à travailler en équipe ;</li> <li>❖ Bonnes capacités de rédaction, d'animation et de communication et de formation (1 points par référence : max 5 points) ;</li> </ul>	45
Référence avec une organisation internationale (Bonus Agences UN) : 5 points.	5
<b>Total</b>	<b>230</b>

Seuil de réussite : le soumissionnaire doit obtenir au moins 125 points pour sa proposition technique pour passer à l'étape suivante de l'évaluation. Le soumissionnaire qui obtient un score inférieur à la note minimale requise pour une quelconque catégorie de critères, sera disqualifié.

\* Les notes seront attribuées selon la formule suivante :

Note finale = (Note technique \*60%) + (offre financière\*40%)

### **2.3 Documents joints**

Les documents ci-après sont joints, pour vous aider à préparer votre proposition

- Le formulaire « Résumé de la proposition », que vous devez utiliser pour présenter votre proposition.
- L'annexe A joint à la lettre d'invitation, « Présentation des services et spécifications », objet de la présente demande de propositions.
- L'annexe B joint à la lettre d'invitation, « Documents et formulaires à joindre à la proposition technique », qui comprend l'annexe B-1, « Calendrier d'exécution ».
- L'annexe C joint à la lettre d'invitation, « Formulaire de proposition financière ».

- L'annexe D joint à la lettre d'invitation « Une déclaration sur l'honneur, spécifiant l'engagement du soumissionnaire de n'avoir pas fait et de ne pas faire par lui-même ou par personne interposée, des promesses ou des dons en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché et des étapes de son exécution »
- L'annexe E joint à la lettre d'invitation « liste des références durant les cinq dernières années »
- L'annexe F joint à la lettre d'invitation « La liste nominative du personnel clé qui sera mis sur le projet ainsi que leurs CV et l'expérience du chef du projet et les experts technique »
- L'annexe G joint à la lettre d'invitation « La soumission dûment remplie et signée »
- Le projet de contrat que la FAO entend attribuer, qui comprend les sections I et II, et les annexes pertinentes.

#### **2.4. Documents à présenter**

La proposition doit être insérées en **deux (2) parties distinctes** (c'est-à-dire dans deux messages séparés sur la plateforme UNGM, à savoir la **Partie A: Proposition technique et administratif** et la **Partie B: Proposition financière**, qui doivent être préparées comme suit:

##### **Partie A: Proposition technique et administrative ;**

- Les informations et documents concernant les clauses impératives visées au paragraphe 2.1 ci-dessus.
- Le « Résumé de la proposition », dûment complété (veuillez utiliser le formulaire joint ou des copies de ce formulaire).
- La proposition technique préparée conformément aux informations fournies dans l'annexe A, ainsi que l'annexe B dûment complétée, qui comprend l'annexe B-1.

##### **. Partie B: Proposition financière:**

- Le formulaire de l'offre financière dûment rempli et signé conformément à l'Annexe C
- La soumission dûment rempli et signé conformément à l'Annexe D

#### **3 Exhaustivité de la proposition**

Seront examinées uniquement les propositions qui contiennent tous les documents et informations susmentionnés et qui respectent les clauses du projet de contrat joint. Les propositions incomplètes peuvent être rejetées étant donné qu'il serait autrement impossible d'évaluer toutes les propositions sur un pied d'égalité.

#### **4 Participation de la FAO**

Vous devez examiner avec soin la nature et l'ampleur de la participation de la FAO dans l'exécution du contrat, précisées dans la partie III du Résumé de la proposition, puisqu'il est entendu que tous les autres éléments nécessaires pour mener le contrat à bonne fin sont fournis aux frais de l'entrepreneur. Indiquez donc dans l'espace voulu les ajouts ou modifications que vous proposez aux fins de l'exécution correcte du contrat.

#### **5. Privilèges et immunités**

La FAO jouit de certains privilèges et immunités, notamment l'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), des droits de douane et des restrictions à l'importation.

#### **6. Monnaie de la proposition et du contrat**

Votre proposition doit être établie en **dinars tunisiens**

#### **7. Forme de la soumission et date de clôture**

7.1 Votre proposition technique et administrative (phase I) et votre proposition financière (phase II) doivent être soumises dans deux enveloppes distinctes, comme suit:

**LA PROCEDURE DE SOUMISSION SUIVANTE DOIT ETRE SUIVIE AFIN D'ASSURER LA VALIDITE DE VOTRE OFFRE :**

**1. Mettre votre offre en ligne sur UNGM:**

Veuillez-vous connecter sur le portail UNGM et télécharger tous les documents indiqués dans le paragraphe 3 de cette **Invitation à Soumissionner** dans chacun des répertoires réservés en cliquant sur les boutons correspondants (par ex. enveloppe technique, enveloppe commerciale) dans les délais indiqués.

Il appartient exclusivement aux soumissionnaires de vérifier que les fichiers sont mis en ligne avant la date limite de réception des offres. Les offres reçues après la date-limite seront rejetées.

Veuillez suivre les instructions suivantes afin de télécharger les documents de l'appel d'offre depuis le portail UNGM :

- a) Connectez-vous sur le portail UNGM en utilisant votre adresse email et votre mot de passe ;
- b) Cliquez sur MES AVIS DE MARCHÉ dans la liste à gauche de l'écran ;
- c) Cliquez VOIR DOCUMENTS (bouton vert à gauche du nom de l'appel d'offres);
- d) Sélectionnez le second onglet et déroulez la page pour voir et télécharger les documents de l'appel d'offres ;
- e) Cliquez sur le bouton JE PARTICIPE pour confirmer votre participation ;
- f) Afin de télécharger tous les documents de votre offre dans les enveloppes correspondantes, cliquez «MA CANDIDATURE/OFFRE - PRINCIPAL » et procédez comme suit :
  - Pour télécharger la proposition technique, cliquez sur le bouton rouge « METTRE EN LIGNE UN DOCUMENT », sous l'enveloppe « Proposition technique », comme indiqué dans la « Description » correspondante.
  - Pour télécharger la proposition financière, cliquez sur le bouton rouge « METTRE EN LIGNE UN DOCUMENT » sous l'enveloppe « Proposition financière », comme indiqué dans la « Description » correspondante.

- Pour télécharger la proposition financière, cliquez sur le bouton rouge « METTRE EN LIGNE UN DOCUMENT » sous l'enveloppe « Proposition financière », comme indiqué dans la « Description » correspondante.

**REMARQUE:** Nous vous conseillons d'utiliser des fichiers inférieurs à 5MB et en format PDF, sauf instructions contraires.

**IMPORTANT:** Une fois que tous les documents requis ont été mis en ligne, cliquez sur le bouton rouge SOUMETTRE L'ENVOI pour envoyer votre offre. Si la soumission a été faite correctement, une fenêtre secondaire apparaîtra, affichant un accusé de réception qui pourra être aussi téléchargé en cliquant sur l'onglet HISTOIRE.

**LA SOUMISSION PAR COURRIER ELECTRONIQUE OU TELECOPIE N'EST PAS AUTORISEE.**

**2. Modification et retrait des Offres :**

Le soumissionnaire peut, sans préjudice, modifier ou retirer son offre avant le délai de soumission des offres en cliquant sur le bouton rouge MODIFIER L'ENVOI. Aucune offre ne peut être modifiée après le délai de soumission des offres.

**3. Avis de non-soumission :**

Si votre entreprise ne souhaite pas soumissionner, la FAO apprécierait recevoir une brève explication à ce sujet. Pour ce faire, cliquez sur le bouton rouge JE NE PARTICIPE PAS pour donner des détails sur votre non-participation.

7.2 Votre proposition doit parvenir à l'Organisation au plus tard le : 11 mars 2022 à 17h00 heure locale.

**8. Communications concernant le présent appel d'offres**

Toutes les communications relatives à cet appel d'offre (**TENDER No.2022/SNEXD/FNTUN/115728**) devront être envoyées à la FAO dans les plus brefs délais en utilisant la fonction MESSAGES sous l'onglet correspondant.

Les soumissionnaires sont priés de bien vouloir parcourir et examiner le contenu de cet appel d'offres. Au cas où le soumissionnaire remarque des écarts ou omissions dans les documents, ambiguïté dans la compréhension ou éventuelles questions, ledit soumissionnaire devra soumettre une demande de clarification à travers l'onglet 'MESSAGES' ;

Si vous demandez des éclaircissements, ne joignez en aucun cas une copie de votre offre et ne révélez aucune information sur le prix que vous entendez proposer. Cela entraînerait en effet l'invalidation de votre offre.

Les réponses aux demandes de clarification seront simultanément communiquées à tous les soumissionnaires par la FAO à travers UNGM. Le système enverra de notification de mail de la FAO à tous

les soumissionnaires à chaque fois qu'il y a clarification ou une quelconque communication concernant cet avis d'appel d'offres.

Toutes les réponses aux questions posées par les soumissionnaires seront jointes à travers l'onglet "CLARIFICATIONS/PRECISIONS" de votre page de gestion d'appel d'offres et seront disponibles à tous les soumissionnaires. Assurez-vous de lire toutes les clarifications car elles font partie des spécifications techniques.

**IMPORTANT :** Le dernier délai de soumission des questions techniques est fixé au 04 mars 2022 à 15h.

## **9. Prestations**

### **9.1. Consistance des prestations**

Les prestations à la charge du bureau d'étude sont définies et détaillées dans l'annexe C approuvé par les deux parties contractantes.

### **9.2. Ordre de service pour l'exécution des prestations**

Les prestations ne commenceront qu'après notification de l'ordre de mission prescrivant de commencer les prestations.

### **9.3. Rapport entre la FAO et le bureau d'étude**

Les propositions doivent être validées par la FAO avant leur exécution. La FAO se réserve le droit de demander au bureau d'étude de modifier une ou plusieurs insertions ainsi que l'interruption ou le report d'une ou plusieurs actions, lorsqu'elle le juge utile. Toute demande de prestation ou de changements présentés par le bureau d'étude doit avoir au préalable l'accord de la FAO.

Des réunions de suivi de la réalisation de la mission peuvent avoir lieu régulièrement selon un plan de suivi à l'initiative de la FAO. Le bureau d'étude dûment convoquée sera tenu d'assister à ces réunions.

Dans ce but, le bureau d'étude désignera par écrit, avant le démarrage de la mission la personne déléguée par ses soins et avec plein pouvoirs de décision pour en suivre l'exécution. A l'issue de ces réunions, un compte rendu est établi par la FAO et une copie sera adressée au bureau d'étude.

### **9.4. Respect du planning**

Les prestations à réaliser seront exécutées conformément au planning établi par le bureau d'étude et approuvé par la FAO, sans dépasser les délais d'exécution définis dans l'article 15.

## **10. Suivi de l'état d'avancement de la mission**

Pour la bonne conduite de la mission, un comité de pilotage (COPIL) sera constitué par la FAO équipe du projet. Ce comité, comprendra un représentant de la Direction générale des services vétérinaires du Ministère de l'Agriculture ainsi que de l'équipe du projet de la FAO et le chef de fil du bureau d'étude. Ce comité est appelé à intervenir pendant toute la durée de la mission afin d'en garantir le bon déroulement et de s'assurer notamment du respect des objectifs, des échéances, de la qualité des travaux et de leur conformité avec les livrables.

Les principales missions du comité de pilotage sont les suivantes :

- Suivre l'exécution et le bon déroulement de la mission ;
- Organiser des réunions chaque 3 mois pour le suivi des réalisations ;
- Valider les plannings d'exécution des prestations ;
- Approbation des livrables.

**Engagement des laboratoires :**

- Faciliter le bon déroulement de la mission
- Mettre à la disposition des consultants les documents et les informations utiles pour la bonne exécution de la mission.

**11. Obligations des parties contractantes**

**11.1 Obligations de la FAO**

La FAO s'engage à assister le bureau d'étude et de mettre à sa disposition les informations nécessaires pour faciliter sa tâche dans l'exécution de la mission.

**11.2 Obligations du prestataire**

- Le titulaire du marché s'engage expressément à conserver un caractère confidentiel aux informations et documents qui ont été ou seront portés à sa connaissance et/ou établis par lui à l'occasion de l'exécution du marché et s'interdit en conséquence de transmettre à des tiers l'un des dits documents ou informations sans avoir obtenu au préalable l'accord écrit de la FAO.
- Le titulaire du marché s'engage à assurer l'exécution des prestations objet du présent marché dans les délais prescrits, conformément aux dispositions des documents contractuels, aux normes applicables et aux ordres et instructions qui lui seront donnés par la FAO. Par cet engagement, le titulaire du marché déclare connaître parfaitement les conditions dans lesquelles la mission sera et devra être exécutée
- Le titulaire du marché exécutera le travail avec diligence, dans les règles de l'art, et fournira les moyens nécessaires, les conseils professionnels et techniques pour assurer le bon déroulement de la mission.
- Le titulaire du marché assumera l'entière responsabilité des services fournis, sans pouvoir invoquer, pour atténuer cette responsabilité, les informations ou autres données fournies par la FAO

**12. Droit de propriété intellectuelle**

Toutes les livrables produits dans le cadre de cette mission seront la propriété de la FAO et du MARHP et des laboratoires identifiés qui auront tous les droits d'exploitation et de réutilisation pendant et après la mission. Le bureau d'étude prendra ses dispositions pour garantir ce droit auprès des tiers qui seront associés à cette mission.

**13. Délais d'exécution**

Le délai contractuel d'exécution de la mission ne doit pas dépasser les 15 mois et se fera en 5 phases :

- **Phase 1 :** Prendre en considération le diagnostic réalisé pour élaborer d'une manière participative avec les 04 laboratoires concernés, les plans d'actions détaillés par laboratoire et par expert, le plan de mise en œuvre et le plan de formation du personnel ; ceci dans un délai de 20 jours à partir de la signature du contact ;
- **Phase 2 :** Assurer l'assistance organisationnelle et technique des 04 laboratoires, conformément aux plans détaillés livrés dans l'étape précédente (documentation, identification des besoins, formation, élaboration et ou mise à jour du document du système de management qualité), dans un délai de 04 mois avec des réunions périodiques mensuelles ;
- **Phase 3 :** Assister à la mise en œuvre du système de management qualité conformément à la norme ISO17025 et la mise en place des méthodes d'essais à accréditer dans un délai de 05 mois ;

- **Phase 4 :** Assurer la mise en place des audits internes et à blanc et préparer les dossiers de la demande d'accréditation par analyse selon les exigences du TUNAC dans un délai de maximum 4 mois.
- **Phase 5 :** Assister et assurer le suivi, suite à l'évaluation du TUNAC jusqu'à l'obtention de l'accréditation, dans un délai de 2 mois.

#### **14. Vérification quantitative et qualitative des prestations**

- Les opérations de vérifications quantitatives ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées dans le cadre du présent marché par rapport aux quantités indiquées dans la soumission. En cas de non-conformité, le comité de pilotage peut mettre le titulaire du marché en demeure dans un délai qu'elle prescrit de compléter la livraison.
- Les opérations de vérifications qualitatives ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures livrées dans le cadre du présent marché par rapport aux normes techniques. En cas de non-conformité, les fournitures sont refusées et doivent être remplacées par le titulaire du marché.
- Le titulaire du marché ou son représentant désigné à cet effet assiste aux opérations de vérification. L'absence du titulaire du marché ou de son représentant ne fait pas obstacle à la validité de ces opérations.
- A l'issue des opérations de vérification, le comité de pilotage prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Je profite de cette occasion pour vous remercier de votre volonté d'aider l'Organisation à mener ses activités.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

**Gabriele Ranieri**  
Administrateur international

